**DECLARATION DE LA FSU MARTINIQUE AU CTA DU 25 JANVIER 2013**

La FSU Martinique constate avec une certaine satisfaction que l’ensemble des documents mis à la disposition des syndicats, est plus complet et permet de mieux percevoir l’évolution des moyens alloués à l’Education nationale dans notre île ainsi que les transformations qui s’opèrent.

Toutefois la densité des documents nécessite une analyse limitée par le délai entre la communication des documents (documents reçus par internet le 22 janvier) et la tenue du CTA. Cela nous laisse 3 jours pour les étudier toutes affaires cessantes

Une fois de plus, nous constatons une politique conduite à courte vue, c’est-à-dire année après année. Nous avons encore en mémoire, les propos de la rectrice Marie Reynier nous annonçant avec une saignée sur l’année, une année suivante plus douce. Il n’en fut rien. Et là encore, année après année, après des propos laissant entrevoir enfin le bout du tunnel, ce sont encore et toujours de nouvelles suppressions de divisions qui impacteront mécaniquement des suppressions de postes.

Vous avez dit, monsieur le Recteur, que vous êtes un serviteur de l’Etat et que, comme tel, vous appliquez loyalement les directives du gouvernement et de votre ministre. Nous comprenons cet engagement à un poste tel que le vôtre ; mais, cependant, il doit être bien plus facile de passer d’un ministre à un autre quand, au bout du compte, la politique d’économie et de transformations de l’école, si elle laisse entrevoir un rythme moins frénétique, ne manque pas d’inquiéter les travailleurs que nous sommes tant les différences nous semblent des nuances.

Concernant plus directement la lecture que nous faisons de ces documents, il faut bien remarquer que dans le 1er degré, une bonne partie des moyens supplémentaires débloqués par le gouvernement dans sa politique de soutien au 1er degré, se trouve, en Martinique, absorbée par le programme PARLER. Non qu’il faille se plaindre de ce programme, mais cela implique des dotations supplémentaires pour aider les structures scolaires « habituelles » à fonctionner. D’autres champs sont à exploiter pour conduire la réussite des élèves en mathématique notamment.

De même un certain nombre de dysfonctionnements de début d’année ont été mis sur le compte de l’informatique. Dont acte, est-ce à la dernière minute qu’on prend en main un outil pour se rendre compte de ses déficiences ?

Le bilan du second cycle de notre 2nde degré est consternant. Face à une baisse somme toute assez faible des effectifs, une fois de plus, nous constatons que l’occasion est trop bonne d’augmenter le E/D général, même si la différence est faible globalement…Mais, en même temps, nous nous étonnons des observations que nous pouvons faire. Ainsi, alors que le lycée Schoelcher doit s’installer dans un lycée de transit dont l’observation faite par les intéressés accrédite l’idée de salles de classes plus petites, alors que la promesse avait été faite par le recteur et le président de la Région d’un transfert avec maintien de la structure de départ, force est de reconnaître que toutes ces promesses ne sont pas tenues : « parole en bouche pas chage » dit le proverbe créole…et nous en découvrons la vérité une nouvelle fois à nos dépens ! En fait, ce n’est rien moins que 9 suppressions de divisions sur 14 lycées, ce qui rendrait presque indolore la ponction. Il reste toutefois que derrière ces suppressions de divisions, ce sont des suppressions de postes, et peu à peu des fragilisations d’établissements qui s’opèrent.

Pour conclure, nous aurions aimé un tableau pour la prochaine rentrée qui témoigne enfin d’une sortie du tunnel au lieu d’une prolongation-lente-agonie de ce tunnel dans lequel nous sommes depuis trop longtemps. On dit que l’Education a besoin de durée, de stabilité, de pérennité ; or, en matière d’emplois et de divisions, en matière de gestion d’établissements, cette gestion comptable trop étriquée manque singulièrement d’ambition. Il est temps de faire savoir au ministère que la politique de récession a atteint ses limites et que nous ne pouvons plus attendre sauf à disparaître.